

MANIFESTE D'APRÈS

LE RÉSEAU GENEVOIS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

POUR UN NEW DEAL ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

AVRIL 2020



APRÈS-GE

Le réseau de l'économie sociale et solidaire est actif à Genève depuis plus de 15 ans. Ce manifeste est un appel à l'action pour faire de la transition écologique et sociale notre boussole de sortie de crise.

TABLE DES MATIÈRES

CONSTATS 3

Cette crise sanitaire est une opportunité	3
Covid-19, la crise de trop d'une société déjà malade du climat	3
La simple relance de l'économie d'Avant est exclue	3
L'État doit accroître son rôle de régulation	3
La dette comme réponse à cette crise n'est pas souhaitable	3
La poursuite du seul profit financier est insoutenable	3

OBJECTIFS 4

Construisons une économie de la sobriété solidaire	4
Mutualisons, coopérons	4
Privilégions les circuits courts et l'économie régionale	4
Travaillons autrement, gouvernons nos organisations autrement	4
Réapproprions-nous notre temps, nos vies, notre santé et nos capacités citoyennes	4
Développons une Genève internationale comme une cheffe d'orchestre de la durabilité, et des équilibres globaux et locaux	5

PROPOSITIONS 6

La transition écologique, sociale et solidaire comme boussole de sortie de crise	6
La création d'un fonds et d'un réseau de compétences comme pilotes de la transition	6
Les aides publiques liées à cette crise comme leviers de l'économie de demain	6
Des financements innovants comme alternatives aux dettes privées et publiques « classiques »	7
Notre épargne comme moteur de notre économie	7
La monnaie Léman comme stimulateur des échanges locaux	7
Une plateforme sécurisée des circuits courts comme alternative aux géants de la mondialisation comme Amazon	7
La Coopération et la Mutualisation comme modèles de développement	7
Les quartiers comme unités de vie et espaces d'engagement citoyen, et de base pour la transition	8
L'information indépendante comme garante de la construction de notre libre-arbitre	8
La Culture comme expression de la créativité et catalyseur de futurs durables	8
Les réseaux de l'économie sociale et solidaire sont les réseaux de la transition	8
Prendre la bonne sortie de crise	8

CONSTATS

Cette crise sanitaire est une opportunité

Nous traversons une crise sanitaire et économique qui ne connaît pas de précédent. Pour chacun·e d'entre nous et pour nos entreprises, **cette épreuve** est aussi une **opportunité** pour faire progresser ou émerger une économie plus proche de l'Humain, respectueuse des équilibres écologiques, sociale et solidaire. Nous vivons un *momentum* décisif en ce qui concerne notre choix de société.

Covid-19, la crise de trop d'une société déjà malade du climat

L'expérience de Covid-19 a démontré que les **déséquilibres et les tensions** qui pèsent sur la nature, les relations humaines, le système économique mondialisé et finalement sur la santé des citoyen·nes ne sont pas durables. **Les politiques néolibérales** ont mis la croissance quantitative au-dessus de tout. L'élevage intensif, la non-préservation de l'environnement, et le monde globalisé, la pollution, les régimes alimentaires aberrant, etc., sont à l'**origine ou des catalyseurs de la crise sanitaire**. Il n'y aura pas de société durable sans solidarité et inclusion sociale, valeurs centrales de l'économie sociale et solidaire (ESS).

La simple relance de l'économie d'Avant est exclue

La crise sanitaire et ses conséquences s'inscrivent dans **la crise climatique (et plus généralement écologique et sociale), dont les impacts sont et seront infiniment plus graves que ceux du Covid-19 et du confinement qu'il a entraîné**. Si nous gaspillons les ressources de la relance pour réanimer les entreprises d'une économie non durable, nous ne pourrons pas **investir dans les entreprises porteuses de durabilité, d'autonomie, de résilience, d'innovation et d'emploi**.

L'État doit accroître son rôle de régulation

Plébiscité pour son action dans la coordination de la lutte contre la pandémie, l'État doit retrouver un rôle de régulation plus prononcé. La crise actuelle montre que **seules des régulations internationales, régionales et locales pourront répondre aux exigences de la transition**, vers plus d'humanité dans les relations sociales et plus de justice dans la répartition des fruits de l'activité humaine.

La dette comme réponse à cette crise n'est pas souhaitable

Le fait de vouloir contenir la crise économique par de la création de dettes privées - endettement des entreprises auprès des banques - ou de dette publique - endettement des États auprès des marchés financiers - n'est **pas viable à moyen et long terme**. Nous en avons pour preuve la crise de 2008 et ses **conséquences en termes d'austérité et de la subordination du destin de nations entières aux mains des marchés financiers et de leurs agences de notation**. Il n'y aura plus de marge de manœuvre pour la démocratie quand il n'y aura plus d'argent et que les entreprises et les États seront sous la dépendance des marchés financiers.

La poursuite du seul profit financier est insoutenable

Dans tous les secteurs économiques, nombre de voix s'élèvent pour dénoncer **les dérives court-termistes et spéculatrices de nombreuses grandes entreprises**, souvent multinationales, avec des actionnaires qui empochent leurs dividendes. Combien d'entreprises ont **des activités opposées au bien commun et à une gestion durable de notre environnement**: les GAFAM qui manipulent sans contrôle nos données personnelles; l'exploitation minière et pétrolière qui contribue à détruire le monde; le trafic aérien qui a explosé, propulsé par un kérosène non taxé depuis 1944.

OBJECTIFS

Construisons une économie de la sobriété solidaire

Il s'agit de développer une économie qui nous permette de **sortir à la fois des conséquences (de la crise sanitaire et) du confinement et d'aller vers un monde plus stable, plus solidaire et plus résilient**. Nous devons passer du pétrole et du nucléaire à la **sobriété énergétique et aux énergies renouvelables**, de l'agrobusiness à l'**agroécologie**, de la société du prêt à jeter et de l'obsolescence programmée à l'**économie circulaire**, de la finance globalisée et spéculative à la **finance durable à impact écologique et social positif**, de la seule focalisation vers la valeur des actions à l'impact positif des entreprises sur la communauté.

Mutualisons, coopérons

Après, le réseau de l'Économie sociale et solidaire (ESS) est, avec d'autres, le dépositaire d'une longue histoire de **réponses économiques mutualisées à des besoins : coopératives de production, d'habitat, de consommation, assurances mutuelles**, etc. La mise en commun de nos idées et de nos ressources pour créer des entreprises et produire des biens et services répondant à nos besoins est un modèle économique qui garantit la couverture de nos besoins essentiels tout en alliant **économie et démocratie**.

Privilégions les circuits courts et l'économie régionale

Les circuits de proximité offrent une capacité de résilience qui n'est pas compatible avec l'économie globalisée. **Le tissu des PME** est particulièrement fragile, or c'est en lui que réside une bonne partie du potentiel de résilience économique de notre territoire. C'est aussi cette économie locale qui assure des **emplois non délocalisables**, avec des **dirigeant-es engagé-es dans la collectivité** et bien plus **soucieux/cieuses des enjeux locaux** que des actionnaires globalisé-es. **La réponse est locale et régionale** : circuits courts, artisan-es locaux/cales, marchés à la ferme, partage de l'usage des objets, services locaux, qu'ils concernent la finance, le conseil, les assurances, etc.

Travaillons autrement, gouvernons nos organisations autrement

Depuis des années, l'explosion de nouvelles pathologies liées au travail montre bien que travail n'est plus synonyme de santé. Burnout, manque de sens, accidents, exclusion des plus faibles, sont devenus monnaie courante. Les exigences croissent sans qu'on ne comprenne vraiment le sens de cette fuite en avant. **Les jeunes mettent déjà en place d'autres règles et d'autres formes de gouvernance, pour assurer motivation et bien-être au travail**. Ce qui ouvre la porte au **travail partagé**, ainsi qu'au **revenu de base inconditionnel (RBI)**, au revenu de base conditionné à un service à la communauté, ou à un **revenu de transition écologique (RTE)**.

Réapproprions-nous notre temps, nos vies, notre santé et nos capacités citoyennes

Question de rythme : des citoyen·nes veulent aussi **plus de temps**, de calme, de lenteur et d'authenticité. Des semaines de confinement plus ou moins strict ont permis à certain-es de mieux comprendre la nécessité de changer de cap. Les relations sociales, comme une bonne santé, ne peuvent s'acheter, ni au marché ni sur internet. **Les liens ont plus de valeur que les biens**. Avoir du temps c'est aussi être capable d'en affecter à nos engagements, dans la vie locale, dans la solidarité, dans la démocratie, dans nos réseaux amicaux et familiaux.

Développons une politique des « communs » pour couvrir nos besoins essentiels

Les réponses à la crise pourraient faire la part belle aux intérêts privés des grands groupes sans chercher à réfléchir à **mettre en œuvre des solutions collectives visant la gestion de nos communs**, au-delà de l'action des collectivités publiques. **Or, une solution simple et efficace serait de redéfinir nos biens essentiels comme des « communs » : la santé comme « communs », la mobilité comme « communs », les données personnelles comme « communs », notre marché local comme « communs ».**

Développons une Genève internationale comme une cheffe d'orchestre de la durabilité, et des équilibres globaux et locaux

Si les situations sont déjà difficiles pour nos pays développés, et **mettent à nu les inégalités, elles sont dramatiques pour les populations démunies du Sud**, où le virus tombe sur un terrain sans défense. Une solidarité internationale et une coopération au développement forte et augmentée est ici notre assurance vie pour réduire l'impact du virus sur le terrain et correspond parfaitement à l'ADN de Genève et au constat que nous ne nous en sortirons qu'ensemble. **La solidarité que les citoyen·nes ont redécouverte durant la crise sanitaire, avec leurs voisin·es, leur·es collègues de travail, doit s'étendre à toute la planète.** Parallèlement, la problématique actuelle des dettes publiques met en lumière une situation de dépendance qui prêterite un grand nombre de pays (et notamment les moyens à disposition de leurs systèmes de santé) dans une logique postcoloniale : **l'endettement des pays du Sud auprès des pays dits « développés ».**



PROPOSITIONS

La transition écologique, sociale et solidaire comme boussole de sortie de crise

La transition¹ est un **processus de transformation des modes de production et de consommation actuels de nos ménages, de nos entreprises et de nos collectivités** afin de (i) réduire équitablement notre empreinte écologique avec les objectifs d'une société à 2000 watts et de limiter le réchauffement planétaire à 1,5° au plus vite, (ii) ne dépasser aucune frontière écologique de la biosphère, (iii) assurer le respect des droits économiques, sociaux et culturels garantis internationalement, (iv) assurer des conditions de travail favorables à l'épanouissement humain, (v) atteindre pour l'ensemble des territoires de la planète les 17 Objectifs du développement durables (ODD) des Nations Unies. **Cette transition immédiate est non négociable** car dans le cas contraire, **les déséquilibres écologiques et leurs effets sociaux vont créer une boucle de rétroaction négative inédite** (paupérisation et inégalités massives, troubles politiques qui empêchent toute gouvernance globale, réfugié·es du climat, etc.).

La création d'un fonds et d'un réseau de compétences comme pilotes de la transition

Nous demandons la création d'un **fonds pour la transition**, comme signe fort de la volonté de notre canton d'inscrire notre économie dans la voie de la transition. Il sera **alimenté par les collectivités publiques genevoises** et les acteur/trices économiques désireux d'y contribuer. **Gouverné de manière partagée, il rassemblera** les acteur/trices de la transition (**réseau de compétences**), sera **au service de l'innovation et du développement des projets privés et publics qui contribuent à la transition écologique et sociale**. Les projets prioritaires permettront de **diminuer nos émissions de CO² et de créer de l'emploi pérenne et non délocalisable**, par exemple en soutenant l'isolation des bâtiments, la production décentralisée d'énergie douce, le développement de la production maraîchère, le recyclage des ressources naturelles, la réparation et la réutilisation des objets, la mobilité douce, etc. **Après-Ge a en outre créé un « Fonds de soutien à l'économie durable, sociale et solidaire genevoise »**, en collaboration avec Monnaie Léman et avec le soutien de la plateforme SIG Impact².

Les aides publiques liées à cette crise comme leviers de l'économie de demain

Les aides financières de l'État doivent absolument être **subordonnées à des engagements** pour la transition sociale et environnementale, **concrets et vérifiables**. Le secteur aérien est un cas d'école, il n'échappera pas à un redimensionnement en fonction d'une hiérarchie des besoins. **Le versement de dividendes ou de bonus** par les entreprises bénéficiant de fonds publics **doit être exclu** par principe. Les **critères**³ définis par Après-Ge pour évaluer l'**impact positif** sur la société d'une organisation peuvent contribuer à l'élaboration des outils d'**attribution des financements publics**, pour s'assurer que seule l'économie du futur est soutenue. A savoir, soit des entreprises ayant la durabilité dans leur ADN, soit des entreprises démontrant leur engagement à se transformer pour avoir une raison d'être positive demain. Le versement d'**une partie de ces aides en monnaie locale** est une façon de s'assurer que cet argent injecté contribuera à développer des circuits courts et durables.

1 https://www.apres-ge.ch/system/files/attachments/files/news/transition_apres-ge_recto-verso_0.pdf
2 <https://www.sig-impact.ch/projets/fonds-economie-durable-sociale-solidaire/>
3 <https://www.apres-ge.ch/criteres>

Des financements innovants comme alternatives aux dettes privées et publiques « classiques »

Ces aides publiques exceptionnelles doivent bénéficier de mécanismes de financement innovants, pour ne pas reproduire le scénario de 2008 et les récessions qui en ont découlé. Premièrement, une **taxe sur les transactions électroniques** et financières constitue un système d'imposition supplémentaire simple et efficace. Deuxièmement, pour éviter des dettes publiques astronomiques, il est crucial que les banques centrales décident de **créer de l'argent sans contrepartie aucune de remboursement**, et que cet argent soit **distribué directement à l'économie réelle** (individus et entreprises) pour éviter le risque d'inflation (qui provient d'un décalage entre masse monétaire et activité économique).

Notre épargne comme moteur de notre économie

Nous avons besoin que notre argent soit investi dans l'économie locale et qu'il ne soit pas placé dans l'économie spéculative (bulle numérique) ou dans les énergies fossiles (bulle financière et catastrophes écologique). Nous avons besoin que les caisses de pensions investissent dans le tissu local au profit direct de la population qui cotise et non pour nous produire d'éventuels dividendes conjoncturels qui nuisent à nos vies.

La monnaie Léman comme stimulateur des échanges locaux

La monnaie Léman, avec son système de crédit mutualisé, **constitue un réel outil économique en temps de crise de liquidités**. Elle offre à sa communauté de paiement des **lignes de crédit à 0% et sans limite temporelle** pour renforcer les circuits courts, avec un **effet rebond de ce financement** à 100% dans l'économie réelle et locale. Après-Ge défend cet outil depuis sa création et son utilité va être croissante dans les semaines et mois à venir. **L'État doit encourager et soutenir concrètement de tels mécanismes du marché de proximité.**

Une plateforme sécurisée des circuits courts comme alternative aux géants de la mondialisation comme Amazon

Développée dans le cadre de *VersusVirus*, avec notamment Monnaie Léman, la DG DERI, et la Fondetec, il s'agit d'une **réelle alternative à Amazon : une place de marché digitale, durable, sociale et solidaire**, centrée sur la personne et généraliste pour les communautés locales, reproductible « partout sur la planète », avec des données sécurisées à la source. Cette plateforme nommée « **Smartketplace** »¹, en développement, **gère l'ensemble du processus d'échange de biens et de services** (commander, payer, livrer). Sa gouvernance est basée sur une architecture technologique forte, des protocoles de gestion du partage des données personnelles et la sécurisation des paiements par *blockchain*. **Les données personnelles ne doivent pas être exploitées à des fins commerciales, sécuritaires ou politiques.**

La Coopération et la Mutualisation comme modèles de développement

Le schéma de compétition tous azimuts n'est pas durable. Il doit maintenant évoluer vers un modèle où **la concurrence demeure dans la recherche d'idées**, mais fait appel à la **coopération** pour leur mise en application. Qu'il s'agisse aujourd'hui de **l'économie du libre**, de **l'économie du partage**, de **l'économie collaborative** ou encore de **l'économie des communs**, ces **modèles économiques** viennent renforcer et prolonger l'économie coopérative et mutualiste qui a contribué à la renaissance des « communs » au fil des deux derniers siècles.

Les quartiers comme unités de vie et espaces d'engagement citoyen, et de base pour la transition

Le rôle des communes et en particulier des **quartiers comme unité de vie**, lieux de rencontre des services et marchés de proximité, est fondamental pour la transition vers une société durable et solidaire. Les écoquartiers doivent devenir la norme, et être véritablement des quartiers à énergie positive. **Après-Ge a déjà développé des compétences et soutenu des réalisations dans ce domaine**². C'est aussi dans les quartiers, autour de projets concrets, que les citoyen·nes s'engagent pour la transition et exercent leur citoyenneté.

1 <https://www.apres-ge.ch/actualites/smartketplace-beyond-amazon-and-gafam>
2 <https://www.apres-ge.ch/ecoquartier>

L'information indépendante comme garante de la construction de notre libre-arbitre

En tant que réseau économique, Après-Ge sait que l'économie qu'elle appelle de ses vœux ne peut pas se développer sans un écosystème médiatique qui assure une **information indépendante** et de qualité qui se trouve actuellement en grande difficulté. Nous appelons au soutien, à la création et au financement de médias indépendants sans but lucratifs.

La Culture comme expression de la créativité et catalyseur de futurs durables

Créer, réfléchir, échanger, se projeter dans des futurs possibles ou simplement se réjouir, ne peut se faire sans activités théâtrales, musicales, cinématographiques - et artistiques au sens large - riches, diverses et accessibles à toutes et tous. **Il n'y aura pas de transition vers un monde résilient sans donner la capacité à tout un chacun-e d'imaginer un futur commun, d'inspirer de nouvelles façons de vivre ensemble et de mieux préserver nos ressources. La culture et les artistes défrichent des possibles, expriment nos contradictions et permettent d'ouvrir les consciences. Pour cette raison, aujourd'hui plus que jamais, les soutiens à la création et à la culture doivent rester une préoccupation des pouvoirs publics.** C'est, par exemple, dans ce sens que le documentaire *Demain Genève* a mis en lumière des expériences locales inspirantes de l'économie durable, sociale et solidaire.

Les réseaux de l'économie sociale et solidaire sont les réseaux de la transition

Après-Ge, le réseau genevois de l'économie sociale et solidaire, estime que les pistes proposées sont non seulement **accessibles pour les acteur/trices de l'économie traditionnelle, mais également qu'il y a urgence à agir. Depuis des décennies, les entreprises de l'ESS ont innové et testé des modèles de production de biens et de services pionniers en matière de durabilité.** Intrinsèquement ouverte aux échanges, elle représente un gisement de bonnes pratiques à disposition de toute la société, pour des nouveaux projets et pour la transformation des entreprises afin de devenir durables. **L'ensemble des acteur/trices économiques doit s'en inspirer et les adapter pour que notre économie soit respectueuse des équilibres naturels et humains.**

Prendre la bonne sortie de crise

La crise sanitaire actuelle s'est ajoutée à la crise écologique et sociale. Or, les expériences et les réalisations innovantes des entreprises de l'ESS montrent leur pertinence depuis des années en termes d'**impact social et environnemental positif.** Ce manifeste invite à prendre la bonne sortie de crise: **notre réseau d'acteur/trices économiques engagé-es pour la transition prend position clairement dans le débat public** avec ces premières propositions. Nous invitons toutes les personnes et organisations souhaitant continuer à œuvrer pour cette transition **à se rassembler dès que possible autour d'un «Do tank - Hackathon» qui permettra de développer et pousser concrètement ces propositions, et toutes celles qui s'y ajouteront.**

Le Comité d'Après-Ge
dédie ce manifeste à notre collègue

Rolin Wavre

subitement décédé en ce mois d'avril 2020, membre de notre comité
et qui a mis en mots nos premières réflexions sur ce manifeste.